



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

**INSTITUT
DE RECHERCHES
ECONOMIQUES**

**SERVICE DE
CONJONCTURE**

ANALYSE

décembre 1990

- l'inflation importée sera modérée par une diminution progressive des prix des produits pétroliers en USD, un affaiblissement prolongé des prix des autres matières premières et une politique de maîtrise des prix à l'exportation des produits manufacturiers en Europe dans un contexte de dollar bas;
- alors que les coûts salariaux unitaires devraient se montrer plus pressants en raison d'une croissance de la productivité moindre, l'apparition de surcapacité dans certains secteurs devraient au contraire aviver la concurrence par les prix.

L'absence de tensions sur les prix à la consommation hors énergie (voir tableau 9) au cours de cette année et de ces derniers mois plaide, dans ce cadre, pour une maîtrise de l'inflation en 1991.

3. Des finances publiques moins mauvaises que prévu

En 1990, l'état central ne devrait pas avoir trop de difficultés à boucler un budget respectant la double norme d'assainissement budgétaire.

Après 9 mois, le solde net à financer de l'état plus régions et communautés se compare favorablement avec celui de l'année dernière (411,7 milliards contre 414 milliards) malgré un comportement très différent des régions et communautés qui, en 1989, à pareille époque, montraient un surplus de 36,8 milliards alors qu'actuellement leur solde net à financer se monte à 39,3 milliards.

Il faut dire que les recettes seront supérieures à ce qui avait été escompté, grâce à la croissance importante de la demande intérieure en valeur et aussi à l'augmentation spectaculaire des recettes non fiscales courantes. Certaines dépenses (ou recettes négatives) ont par ailleurs été retardées et devront être assurées en 1991, telles l'adaptation sur le bien-

être des pensions publiques et des remboursements additionnels dûs au rôle. Parallèlement, l'évolution relativement favorable des taux d'intérêt et la gestion dynamique de la dette ont permis de comprimer les montants destinés aux paiements des intérêts par rapport à ce qui était prévu, malgré un raccourcissement de la durée moyenne de l'encours des certificats à court terme en fin d'année, amenant à avancer le paiement de certaines charges.

1991 s'annonce un peu plus difficile pour les trésoreries publiques : la conjoncture s'affaiblissant et l'inflation plafonnant selon nos prévisions, la croissance du PNB en valeur sera beaucoup moins importante (5,6 % contre 7 % en 1990) et donc aussi celles des recettes, surtout après disparition des éléments favorables de 1990. Du côté des intérêts sur la dette publique, nous sommes relativement optimistes, prévoyant que l'Etat récoltera les fruits de la réforme du marché monétaire et que les taux évolueront à la baisse. Par ailleurs, si, comme nous le prévoyons, les augmentations de salaires réels dans le secteur public sont compensées par une compression des effectifs (non remplacement de ceux qui partent) et que les régions et communautés s'en tiennent aux soldes nets à financer prévus dans la loi de financement, le respect de la norme de non-croissance réelle des dépenses hors charges d'intérêt sera effectif et n'amènera qu'un léger dérapage du solde net à financer global (au prix du report vers 1992 de certaines charges, notamment d'intérêt). Mais l'assainissement mesuré en termes de pourcentage du PNB, spectaculaire ces dernières années, ne se poursuivra pas, car le solde net à financer représenterait 6,1 % du PNB tant en 1990 qu'en 1991.

Tableau 10 Belgique : prévisions macro-économiques
Agrégats de la comptabilité nationale
1989 : nouvelle comptabilité nationale

	1989		1990		1991	
	Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Consommation privée	3,8	3,4	3,7	3,5	2,9	3,5
Consommation publique	- 0,7	4,0	0,6	3,3	0,6	4,0
FBCF	13,6	4,7	8,7	4,0	3,2	3,7
dont sociétés	16,2	4,2	10,0	3,8	6,0	4,0
résidentiels	18,9	5,7	10,5	4,3	- 3,0	3,5
publics	- 3,8	5,3	0,0	3,5	1,0	3,8
Demande intérieure	5,0	3,8	4,3	3,5	2,4	3,6
Exportations biens et services	7,6	7,2	5,6	0,4	5,0	2,7
Importations biens et services	8,7	6,8	6,4	0,9	5,2	3,4
PIB	4,0	4,5	3,6	3,2	2,2	3,2
PNB	3,9	4,7	3,6	3,2	2,2	3,2

Tableau 11 Belgique : Prévisions macro-économiques
Autres données-clé

	1988	1989	1990	1991
Revenu disponible réel ménages	+ 4,6	5,5	3,3	2,4
Taux d'épargne	13,6	14,7	14,4	14,1
Solde net à financer : pouvoir central	416	442	341	363
Total ¹	434	397	401	425
(en % du PNB)	(7,8)	(6,5)	(6,1)	(6,1)
Total ajusté ²	469	446	432	425
(en % du PNB)	(8,4)	(7,3)	(6,6)	(6,1)
Balance courante belge ³ (mia BEF)	107,6	130,0	90,0	60,0
Taux d'intérêt (%)				
. 3 mois : moyenne annuelle	6,7	8,8	9,6	8,8
. 5-20 ans : moyenne annuelle	7,8	8,7	10,1	9,5
Production industrielle	5,8	3,4	4,0	2,5
Chômage complet indemnisé ⁴ (1000)	386	349	332	334
Sous-emploi ⁵ (1000)	627	593	577	579
Emploi intérieur ^{4 5} (1000)	3653	3713	3753	3769

¹ Pouvoir central, régions et communautés

² Y compris les intérêts capitalisés

³ Balance des biens et services et des revenus des facteurs, Comptabilité Nationale

⁴ Au 30 juin, non VSE

⁵ Y compris miliciens, Plan de résorption du chômage, chômeurs occupés à temps réduit